

Adaptation au changement climatique en Afrique

L'Union européenne annonce un financement d'un million d'euros

L'Union européenne a annoncé avoir accordé une subvention d'un millions d'euros au profit de l'Initiative africaine d'adaptation au changement climatique. Les actions seront menées en collaboration avec la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine, le PNUD et le PNUE.

« Sept des dix pays considérés comme les plus menacés par le changement climatique au niveau mondial se situent en Afrique ». C'est à partir de cette réalité qui affecte des millions de personnes qu'est née, lors de la COP 21 à Paris en 2015, l'Initiative d'adaptation de l'Afrique (AAI) qui vient de bénéficier d'une subvention d'un million d'euros accordée par l'Union européenne (UE). Ce financement servira à la réalisation de projets qui seront menés conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). On ne compte plus le nombre de rapports et d'études qui alertent sur le danger imminent qui guette le continent africain. À titre d'exemple, le Programme des Nations unies pour l'environnement rappelle que le dérèglement climatique est plus rapide qu'ailleurs, la perte potentielle de 6,6 millions de tonnes de récoltes de céréales coûte 68 milliards de dollars par an. Le PNUE impute ces pertes économiques à la dégradation des écosystèmes.

En mars dernier, la FAO avait estimé que les catastrophes naturelles ont engendré, ces dix dernières années, 95,5 milliards de dollars de pertes au secteur agricole des pays en dévelop-



Le PNUE estime à 6,6 millions de tonnes la perte de récoltes de céréales pour un coût de 68 milliards de dollars par an. Ph. DR

pement, dont le continent africain. La FAO avait classé la sécheresse en première cause des dégâts agricoles. Si aucune mesure concrète n'est prise, l'Afrique aura besoin d'un financement de 100 milliards de dollars d'ici 2050 selon le communiqué de l'UE. Pour les seuls services météorologiques et hydrologiques nationaux, les besoins en infrastructures sont estimés, par l'Initiative, entre 100 à 150 millions de dollars par an. « L'Afrique est à un point de basculement. Étant donné que les températures en

Afrique augmentent et qu'elles sont en hausse plus rapide que la moyenne mondiale au cours du XXI^e siècle, il est temps d'intégrer, d'intensifier et d'accélérer les actions sur le terrain » estime le Programme des Nations unies pour le développement. Actuellement, les économies africaines ont enregistré une croissance économique moyenne de 4,7% qui est supérieure à celle affichée au niveau mondial au cours des dix dernières années. Mais cet essor risque d'être contrarié par le changement climatique. ■

Samir Benmalek

Pour les seuls services météorologiques et hydrologiques, les besoins en infrastructures sont estimés entre 100 et 150 millions de dollars par an.